

## Recherche profs avec au moins une licence

« **A** tous ceux qui possèdent au moins une licence, l'académie de Créteil propose de devenir professeur. Pour un minimum de 1750 euros brut par mois, vous pouvez enseigner dans le second degré (collège, lycée et lycée professionnel) et mettre en valeur vos diplômes tout en partageant votre savoir. Si vous avez des compétences en anglais, allemand, technologie, sciences physiques, éco-gestion ou l'une des 80 disciplines de l'Éducation nationale, remplissez le formulaire de l'application ci-dessous pour que nous puissions traiter votre dossier et l'intégrer à notre base de données. » Le ministère de l'Éducation supprime encore 16 000 postes cette année, mais l'académie de Créteil recrute. L'annonce sur son site, à la rubrique Ressources humaines, est claire : la seconde académie de France en importance recherche des profs, pas des titulaires, mais des contractuels ou des vacataires. Des personnels précaires, toujours plus nombreux dans l'enseignement secondaire et dans le supérieur.

Le recours à ces non-titulaires comme les petites annonces au Pôle emploi (et auparavant à l'ANPE) ne sont pas quelque chose de nouveau. Les rectorats y font appel pour combler des «trous» – l'affectation des 800 000 profs sur tout le territoire n'est pas une science parfaite. Mais la tendance s'est nettement accélérée ces

dernières années avec la politique de non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Et la précarisation grandissante des enseignants et du personnel d'encadrement – notamment ces assistants d'éducation (ex-surveillants) au cœur du bras de fer entre les profs du lycée Adolphe-Chérioux de Vitry-sur-Seine et le ministère – est devenue un sujet d'inquiétude au même titre que les réformes à marche forcée. C'est même une source d'angoisse pour une profession qui s'était crue jusqu'ici protégée par son statut et qui se sent brusquement vulnérable. Selon la CGT Educ'action par exemple, en janvier 2010, le rectorat de Créteil employait 2 886 non-titulaires, une hausse de 28% par rapport à 2009.

Dans le supérieur et la recherche, c'est le même constat. Une intersyndicale, réunissant 19 organisations, vient de réaliser une enquête inédite sur le monde des précaires. A partir de 4 400 réponses, elle a estimé leur nombre entre 45 000 et 50 000, soit environ 20% des effectifs totaux. Le problème touche surtout les sciences humaines et sociales (SHS). Certains syndicats réclament des titularisations en chaîne. Mais d'autres jugent la demande irréaliste et perdue d'avance, estimant que l'on ne pourra revenir en arrière et que la fonction publique ne sera plus jamais la même après Nicolas Sarkozy. ◆